La wilaya est la collectivité la plus propice à la cristallisation de la volonté populaire et à la mobilisation des énergies potentielles pour l'élaboration des options et des choix et la concrétisation des décisions du pouvoir central.

Point de convergence des aspirations locales dépassant le cadre communal, circonscription territoriale privilégiée pour les actions économiques supra-communales, la wilaya est le lieu de rencontre et d'harmonisation des intérêts locaux et des impératifs nationaux.

La wilaya doit donc être une collectivité décentralisée, dotée de tous les attributs que requiert sa mission propre, une institution qui recouvre une des réalités indissociables de la réalité nationale et reposant, cependant, sur des fondements liés à ses objectifs essentiels.

Ainsi définie, la wilaya est une institution politique vivante qui regroupe une communauté de citoyens liés par une communauté d'intérêts dont la gestion doit être assurée par les représentants élus de ces citoyens.

La wilaya est donc une institution décentralisée, dotée d'organes propres, d'un pouvoir effectif de décision, de moyens et de structures à la mesure des fonctions qu'elle doit remplir.

Cette décentralisation n'a pas pour objet d'exprimer une autonomie quelconque de la wilaya car notre Etat est un Etat unitaire. Elle est seulement une technique d'accroissement de la participation active de la wilaya et des masses populaires au pouvoir révolutionnaire.

Mais la wilaya n'est pas seulement une collectivité décentralisée dont les actions prolongent celles de la commune et rejoignent celles de l'Etat. C'est également une circonscription administrative qui permet aux administrations centrales de l'Etat de répercuter leur action pour mieux servir les citoyens.

C'est au niveau de la wilaya que la personnalisation des interventions de l'Etat trouve son expression la plus humaine dans le rapprochement permanent et le contact quotidien des représentants de l'Etat avec les réalités locales. Grâce à la présence, dans tous les secteurs ruraux ou urbains, favorisés ou déshérités de la wilaya des services de l'Etat, l'application des décisions du Gouvernement s'effectue avec la compréhension la plus large des spécificités locales et par ailleurs, avec l'efficacité la plus grande.

Cette deuxième fonction de la wilaya fait d'elle la circonscription privilégiée de l'action démultipliée et déconcentrée de l'Etat.

Ainsi conçue, la wilaya s'insère dans le processus révolutionnaire de décentralisation et s'inscrit dans le sens des préoccupations constantes des instances suprêmes du pays d'œuvrer inlassablement pour assurer à notre peuple la satisfaction de ses besoins. Dotée de structures nouvelles orientées vers la lutte contre l'isolement administratif de nos masses déshéritées et vers la solution de leurs difficultés quotidiennes et axées sur la promotion politique, économique, culturelle et sociale de notre peuple, la nouvelle organisation de la wilaya rompt totalement avec l'héritage administratif colonial conçu et bâti en fonction des intérêts exclusifs de la puissance occupante et au détriment de nos populations.

L'œuvre de décentralisation étant engagée au niveau de la commune, il est donc indispensable de dépasser au niveau de la wilaya, la phase des structures provisoires et de définir les principes et les objectifs fondamentaux de la refonte globale de l'institution départementale.

La nouvelle organisation de la wilaya est fondée sur les principes mêmes de notre révolution, conformément aux aspirations profondes de notre peuple à la gestion de ses propres affaires et sa volonté constamment affirmée de décider lui-même, de son propre avenir.

La gestion des affaires de la wilaya par les représentants authentiques des populations de la wilaya, découle de l'application effective des principes démocratiques et populaires indissociablement liés à notre révolution, qui impliquent aussi bien le droit des populations de désigner elles-mêmes les représentants auxquels elles confient la gestion de leurs propres affaires, d'assurer la gestion de leur patrimoine, d'être consultées, que l'obligation de participer activement à l'expansion économique nationale et de se conformer aux impératifs de développement planifié du pays.

A cet effet, un organe collégial élu au suffrage universel dont les membres présentés par le Parti ont une attache personnelle assez étroite avec les réalités de la wilaya, assume les responsabilités et le rôle dévolus à cette dernière, à la mesure des exigences des populations.

Le pouvoir propre de décision et d'action ainsi reconnu au collège des élus de la wilaya s'applique au cadre territorial imparti à celle-ci. La règle de la compétence territoriale de la wilaya implique le respect de la compétence communale et la conformité aux impératifs de la compétence nationale.

Car la raison d'être et d'agir de chaque collectivité réside dans la spécialité de ses interventions et tout comme l'action communale, l'action de la wilaya ne peut s'exercer à l'encontre des intérêts des autres collectivités. Cette action limitée dans sa compétence territoriale et dans sa spécialité, doit s'harmoniser avec l'action déconcentrée de l'Etat qui complète et prolonge l'action décentralisée.

Cela implique que la nouvelle assemblée de la wilaya, grâce à l'autorité qu'elle puise dans les suffrages populaires, exerce des prérogatives dans le cadre des attributions propres reconnues à la wilaya.

Cela implique également que le conseil exécutif chargé de l'exécution des décisions de cette assemblée, dispose de tous les pouvoirs et moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Cela implique enfin, que l'Etat, soucieux d'assumer un développement égal et harmonisé de toutes les collectivités, démultiplie effectivement son action pour réaliser par le regroupement et la coordination des moyens, au niveau de chaque wilaya, les objectifs nationaux.

La décentralisation au niveau de la wilaya permet ainsi une amélioration des méthodes de planification économique et sociale en ce qu'elle constitue une nouvelle approche des problèmes du développement.

Le choix des objectifs de développement et la mise au point des programmes d'équipement, doivent s'appuyer sur la participation active des assemblées élues plus aptes à formuler des propositions ou des avis lors de l'élaboration du plan national de développement. De la même manière, l'exécution des opérations prévues au plan sera suivie dans de meilleures conditions grâce à la vigilance des autorités plus attentives aux besoins des populations dont elles gèrent les affaires.

IV — LA WILAYA

La wilaya, collectivité décentralisée et circonscription démultipliée et déconcentrée de l'Etat, doit pour assumer pleinement son rôle et exprimer et réaliser les aspirations de ses habitants, disposer d'organes propres, c'est-à-dire, d'une assemblée populaire et d'un exécutif efficaces.

I — L'ASSEMBLEE POPULAIRE DE LA WILAYA.

A l'image de la cellule de base qu'est la commune, la wilaya doit, pour exercer ses pouvoirs, être détentrice d'une autorité que seule l'exigence démocratique de la collégialité et de l'élection peut lui conférer. Cette exigence doit se retrouver dans la composition de l'assemblée, le nombre et le choix de ses membres, les modalités de son élection et l'organisation de ses travaux.

A — COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

1. — COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE :

a) La Composition :

L'assemblée est l'expression de la participation populaire pleine et entière. Elle ne comprend en son sein, aucun membre de droit car le recrutement ne peut résulter que de la seule volonté du suffrage universel et direct. Les candidats devront être les authentiques représentants des populations auxquelles ils sont étroitement attachés. Leur choix est donc déterminant, pour la vie même de cette nouvelle institution, car la composition de l'assemblée ne doit pas être une transposition pure et simple de ce qui a été déjà fait à l'échelon communal.

b) L'importance numérique de l'assemblée :

L'assemblée doit être suffisamment nombreuse pour assurer